

Elections Italiennes et Légitimité Politique

Revenons à l'une de mes obsessions.

Pour qu'une société fonctionne, il faut qu'en son sein existe une institution à qui ait été conféré le monopole de la violence légitime. Ce qui amène à se poser immédiatement la question, comment vont être choisis les hommes qui vont diriger cette institution et comment empêcher ces institutions-et ces hommes- de devenir tyranniques ?

Au tout début, j'imagine que le problème a été résolu assez simplement : Avait le monopole de la violence celui qui avait la plus grosse massue, ce qui amenait rarement à une grande stabilité de la société. Le monopole de la violence était confié en effet à celui qui pouvait déjà taper le plus fort, ce qui paraît non seulement un peu un peu redondant, mais assez peu durable. Aristote, toujours lui, appelait ce genre de régime des tyrannies.

Et ce puissant esprit fut, à ma connaissance, le premier à décliner une typologie des différentes sortes de régimes politiques, en identifiant la théocratie (gouvernement par les prêtres), la ploutocratie (gouvernement par les riches), l'aristocratie (gouvernement par une élite héréditaire), la monarchie (gouvernement par un Roi) et bien sûr la démocratie qui hélas pouvait souvent dégénérer en démagogie qui, toujours d'après notre grand homme, était le pire de tous les régimes

Notre époque a fait naître deux systèmes auxquels Aristote n'avait pas pensé, le premier est la technocratie, c'est-à-dire le gouvernement par les plus compétents, qui trouva son champion au début du XIX^{ème} dans un économiste français qui s'appelait Saint Simon et qui n'est dans le fond qu'une variante de l'aristocratie et le dernier, mis en lumière par une sociologue anglaise, l'ineptocratie, ou une majorité de crétins votent pour l'un d'entre eux. Nous avons eu une parfaite illustration de ce qu'était l'ineptocratie avec monsieur Hollande., mais là encore, je soupçonne que l'ineptocratie n'est qu'une variante de la démagogie et que donc monsieur Hollande n'a rien inventé (le contraire serait surprenant).

Chacun de ces régimes, une fois installé a besoin d'expliquer à ceux qui supportent son joug qu'il est non seulement légal (c'est lui après tout qui fait la Loi) mais aussi légitime, et ça, c'est beaucoup plus difficile. En fait, le seul qui se dispense de la recherche de légitimité, c'est la tyrannie et chacun comprend pourquoi (voir la taille de la massue).

Les autres régimes ont besoin de raconter des histoires à leurs populations pour justifier de détenir ce privilège de la violence légitime.

- Historiquement, la monarchie a tendance à s'appuyer sur l'histoire (ça fait longtemps qu'on est là), sur la religion (c'est la volonté de Dieu, monarchie de droit divin) et enfin, en dernier recours, sur l'argument de la plus grosse massue (Napoléon).
- L'Aristocratie trouve aussi sa justification dans l'Histoire : nos familles recherchent le bien commun depuis toujours, ce qui nous permet de ne pas être obsédés par les contingences matérielles et le court

terme. Le problème est que toute aristocratie (ouverte par construction) a tendance à se transformer en noblesse (fermée par construction aussi) et qu'obéir à un aristocrate passe encore alors qu'obéir à un noble qui ne s'est donné que la peine de naître est insupportable.

- La théocratie tire sa légitimité du lien direct qu'elle a avec Dieu ou les Dieux et ne tire sa légitimité que du fait qu'elle s'allie toujours avec ceux qui ont la plus grosse matraque, comme on le voit de nos jours en Iran faute de quoi, le régime ne dure pas bien longtemps.
- La ploutocratie, qui est le gouvernement par les riches a tendance à devenir assez rapidement le gouvernement pour les riches, ce qui limite son attrait pour une grande partie de la population et qui fait que les ploutocraties sont rarement légitimes.
- La technocratie quant à elle tire sa légitimité de la capacité à gouverner des technocrates et en général, elles s'effondrent dans des désastres épouvantables comme l'ont montré les exemples de l'Union Soviétique ou de l'Italie Fasciste.
- Et enfin la démocratie : elle tire sa légitimité du consentement populaire, exprimé par des votes fréquents et contradictoires.

Après avoir à peu près tout essayé, notre époque semble être arrivée à la conclusion à laquelle était parvenue Churchill, « *la démocratie est le pire de tous les systèmes de gouvernement, à l'exception de tous les autres.* »

L'embêtant est que la légitimité ne peut avoir qu'une seule source, me semble-t-il, et l'expérience historique semble montrer que s'il existe deux légitimités dans un pays, en général cela se passe mal pour l'une des deux.

Ainsi dans nos colonies, l'explication théorique était que nous étions tous égaux devant la Loi, mais dans la réalité pratique, certains étaient plus égaux que d'autres... D'où conflit de légitimité et nécessaire décolonisation, les peuples locaux retrouvant leur Souveraineté.

Or aujourd'hui, nous avons une construction complètement hybride en Europe, entre un système technocratique, celui de l'Europe telle qu'elle a été bâtie et une série de systèmes démocratiques qui régissent le système politique à l'intérieur de chacune des nations, système hérité de l'histoire.

Et il me paraît totalement évident que nous allons tout droit vers un conflit de légitimité entre une organisation à **légitimité technocratique au niveau de l'Europe**, et un système organisé autour **de la légitimité démocratique**, c'est-à-dire de la souveraineté du Peuple, à l'intérieur de chacune des nations qui composent cette Europe...

La Grande-Bretagne a déjà tranché, et il est apparu à cette occasion qu'en cas de conflit, la Souveraineté de chaque Peuple l'emporterait à chaque fois sur la légitimité technocratique. J'avais écrit à l'époque du Brexit que la décision anglaise enlevait toute légitimité à la construction technocratique des disciples de Jean Monet, un peu comme la publication de l'archipel du Goulag avait enlevé toute légitimité au monstre technocratique qui sévissait en

Russie.

Et cette contradiction est extraordinairement visible si l'on regarde le résultat des élections Italiennes de Mars 2018.

Si j'analyse les résultats, j'arrive à la conclusion qu'entre 50 % et 80 % de la population a voté CONTRE l'Europe, Matteo Renzi, le seul candidat clairement pro Européen n'ayant eu qu'un peu moins de 20 % des voix, les deux partis franchement anti-européens faisant à eux deux 50 % des voix ou plus.

Les raisons de ce désastre électoral sont bien connues et elles ont toutes été causées par la technocratie Bruxelloise :

1. L'immigration a explosé après que la France et la Grande-Bretagne aient détruit de concert la Libye, sans que la moindre aide soit apportée par Bruxelles.
2. Les autorités Européennes ont viré le leader démocratiquement élu, Berlusconi, en se servant de l'appareil judiciaire (tiens donc !, voilà qui me rappelle quelque chose), pour mettre à sa place une série de Quisling du style Mario Monti...ancien haut fonctionnaire de Bruxelles, suivi par toute une autre série de gens non élus.
3. Le PIB par habitant est en baisse depuis l'an 2000, tandis que la production industrielle est en baisse de près de 25 % depuis la création de l'Euro
4. Le système bancaire Italien est en quasi faillite
5. Le chômage, et en particulier le chômage des jeunes est au plus haut
6. Toutes les tentatives de renflouement des banques Italiennes par le gouvernement ont été bloquées et par Bruxelles et par l'Allemagne.
7. Etc....

Or une Nation se définit par son identité culturelle (volonté de vivre ensemble) qui donne lieu à la naissance d'une souveraineté qui génère une institution qui a le monopole de la violence légitime, pour protéger et l'identité et la souveraineté ...et les Italiens se sont rendu compte que Bruxelles voulait détruire la première et leur enlever la seconde, ce qui n'a rien d'étonnant puisque le projet de Jean Monet était de détruire l'identité de chaque pays et de capturer sa souveraineté, pour éviter tout retour en arrière.

Et donc les Italiens, qui veulent à la fois préserver leur identité et récupérer leur souveraineté ont voté contre l'Europe, et on les comprend.

Techniquement, récupérer la souveraineté Italienne implique de sortir de l'Euro, mais sortir de l'Euro veut dire sortir de l'Europe.

Voilà qui aurait été inenvisageable pour l'Italie **avant** le Brexit.

Mais **après** le Brexit, l'Europe apparaît de plus en plus pour ce qu'elle est en train de devenir, une tentative d'organisation d'un protectorat allemand sur les autres pays européens. (Voir par exemple la nomination récente du chef de cabinet de monsieur Juncker, allemand autant qu'on peut l'être, à un poste de contrôle de l'administration européenne et qui fut faite contre toutes les règles, au point que le parlement Européen s'en est ému).

Et on nous annonce que le prochain gouverneur de la BCE pourrait être allemand..

Tant que la Grande-Bretagne, garante historique de la démocratie était à l'intérieur, le doute régnait. Comme elle s'en va, chaque pays va devoir obéir aux ordres de celui qui contrôle les flux financiers, les fonctionnaires européens, et bientôt la BCE, c'est-à-dire de l'Allemagne.

Et donc l'Italie va sortir de l'Euro et de la construction européenne foireuse qui nous a été imposée par une technocratie que personne n'avait élu, et ce qui est amusant est, c'est **que techniquement elle peut le faire.**

L'Italie a en effet un excédent primaire de son budget, sa dette est majoritairement tenue par sa population et enfin, elle a des comptes courants extérieurs en excédent depuis quelque temps.

Ce qui veut dire en termes clairs que l'Italie n'a pas besoin de capitaux étrangers pour financer ses déficits budgétaires ou ses déficits extérieurs, puisqu'elle en est en excédent (ce qui n'est pas le cas de la France).

Des le début, j'ai dit que l'Euro allait tuer l'Europe de la diversité, celle que j'aimais, dans l'espoir de créer un nouvel empire Romain et que cette tentative allait échouer comme toutes les autres tentatives similaires dans l'Histoire.

Nous nous rapprochons du dénouement.

La sortie de l'Italie marquera le début de la débandade.

Je me sens de mieux en mieux.

Longue vie à l'Europe, espace de Liberté !